

## Les enseignements essentiels de la crise des "gilets jaunes"

Depuis la mi-novembre, le mouvement des gilets jaunes a brutalement fait irruption sur la scène politique et sociale française. Ce qui mit le feu aux poudres ? L'annonces de nouvelles augmentations de taxes sur les carburants à partir de janvier 2019 – avec respectivement 3 et 6 centimes de plus par litre d'essence et de gasoil. Le samedi 17 novembre, les gilets jaunes mobilisèrent, selon le ministère de l'Intérieur, près de 300 000 personnes au plus fort de la journée, occupant ronds points, péages, zones commerciales, etc. Jours et nuits, et ce depuis plus de trois semaines, ils occupent ces lieux pour témoigner de leur détresse financière croissante, de leur ras le bol d'être « rackettés » par un Etat toujours plus inventif quand il s'agit de leur créer de nouveaux impôts, alors même qu'ils ne parviennent déjà plus à boucler les fins de mois sans voir leur compte bancaire virer au rouge...

Ils sont travailleurs pauvres smicards, chômeurs, femmes au foyer, artisans, retraités, etc., ils sont épuisés par les fins de mois difficiles et ne se voient plus d'avenir, pour eux et leurs enfants, dans un pays où se conjuguent depuis une décennie austérité et pression fiscale croissantes.

Le peuple a commencé à ressentir, par sa propre expérience et au plus profond de sa chair, que les élites qui gouvernent en son nom constituent une puissance étrangère et hostile à la défense de ses intérêts quotidiens fondamentaux. Révolu, le demi-siècle des inoffensives manifestations bon-enfant d'un jour emmenées et encadrées par les cortèges des bureaucraties syndicales liées plus ou moins directement à l'appareil d'Etat bourgeois, organes de collaboration de classe qui aboient plus qu'ils ne mordent. Cette fois, c'est le peuple s'est mobilisé spontanément, massivement et sur la durée.

Des centaines de milliers de gilets jaunes et des millions de sympathisants ont pris le temps de discuter sur les piquets de mobilisation de leurs soucis quotidiens, de ce gouvernement sourd à leurs revendications qui escomptait un épuisement rapide du mouvement et/ou que la grogne des automobilistes impactés ne l'emportent. Mais hélas pour ces mauvais calculateurs politiques, le large soutien populaire aux gilets jaunes n'a pas faibli et tous les instituts de sondage bourgeois ont souligné qu'au moins trois français sur quatre déclaraient partager les préoccupations des gilets jaunes. En outre, l'attitude de mépris et d'ignorance mêlés à leur égard de la part de l'attelage gouvernemental au pouvoir, au lieu de les décourager, les a rendu plus déterminés et radicalisés.

Pire, ces gilets jaunes sont allés, des jours durant, à une nouvelle école politique qui a éveillé des millions d'êtres hier encore apathiques . Elle leur a appris les rudiments de la solidarité, elle leur a fait ressentir la puissance qu'ils pouvaient avoir quand ils étaient unis. Elle leur a fait découvrir qu'ils n'étaient pas isolés, que d'autres qu'eux vivent au quotidien la même souffrance, la même détresse, car ces difficultés financières sont à l'origine de drames quotidiens innombrables qui détruisent les familles. Enfin, elle a transformé leur désespoir en rage de combattre et en haine à l'égard des puissants qui les gouvernent. De formes de contestation virtuelles d'individus isolés parties des réseaux sociaux, elle a engendré des actions et des rassemblements aussi massifs que réels. D'une maigre revendication économique, le mouvement en est aujourd'hui arrivé à formuler des revendications politiques fortes remettant notamment en cause le sacro-saint "pacte républicain" et en particulier la légitimité "démocratique" des élus.

Depuis quelques jours, et en particulier depuis le dernier samedi noir à Paris qui a vu quelque 3 000 "casseurs" tenir tête à un impressionnant dispositif policier au moyen de tactiques de guérilla urbaine et taguer l'arc de Triomphe de propos anti-Macron et anti-systèmes, mais aussi casser et brûler des voitures et vitrines de luxe des beaux quartiers parisiens, de nombreux économistes, représentants et analystes politiques bourgeois ont alerté l'attelage gouvernemental bourgeois en place de la dangerosité de la situation, de la nécessité de mettre urgemment un terme à sa communication autiste et de céder sur quelques mesurette pour tenter d'apaiser la colère populaire grandissante.

Le mouvement des gilets jaunes n'est évidemment pas un mouvement homogène et cohérent. Au sein de celui-ci cohabitent toutes sortes de conditions sociales petite-bourgeoises avec les consciences sociales correspondantes et le fantôme des concessions réformistes y est toujours présent. Certains gilets jaunes ultra-réformistes se posent ainsi aujourd'hui encore ouvertement en « remparts » du pouvoir contre des changements politiques et sociaux radicaux et ont ainsi lancé « un appel au gouvernement pour sortir de la crise » « dans le respect des institutions » :

« Nous sommes à deux doigts d'une insurrection. Il est vraiment temps que le gouvernement réagisse rapidement, nous avons besoin d'un électrochoc politique fort et c'est l'objet de cette tribune [dans le JDD] ce matin. C'est d'expliquer au gouvernement que 85 % des Français sont d'accord avec les "gilets jaunes" et que 85 % des Français ne sont pas pour la révolution, ni l'insurrection. »<sup>1</sup>

Ceux-ci font écho aux analystes bourgeois attentifs qui voient en quoi cette crise est si singulière. Ainsi, pour Raymond Soubie, spécialiste des relations humaines et ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy de 2007 à 2010, nous vivons aujourd'hui une situation « très inquiétante » qui est « démocratiquement dangereuse » car le gouvernement fait face à un « mouvement quasi spontané » dont les organisations syndicales sont « tenues à l'écart » et alors même que « les alternances politiques, sauf aux extrêmes, ne sont pas possibles ». Pour lui, ce mouvement « est largement soutenu par 84 % des Français selon le dernier sondage Odoxa-Dentsu » et ces derniers « s'allient aux "gilets jaunes" par procuration même s'ils ne descendent pas de leurs étages, de leurs appartements et dans les rues ». Enfin, conclut-il, il est essentiel de remarquer que « les violences n'ont pas nui au mouvement, puisque le soutien de l'opinion n'a pas bougé, il a même augmenté ».<sup>2</sup>

Face aux violences qui ont secoué la capitale le 1<sup>er</sup> décembre, les forces de répression déployées par l'Etat bourgeois ont semblé impuissantes, à Paris notamment face aux éléments les plus radicaux. En leur sein, le moral n'est pas au beau fixe. Ces gens, à la base tout au moins, ont de la famille et des amis aux revenus modestes, des gens qui connaissent les mêmes galères quotidiennes que les gilets jaunes et qui sympathisent à leur cause sans pouvoir forcément exprimer ouvertement ce soutien.

C'est sans aucun doute conscients de cela que les représentants des forces de l'ordre ont interpellé ouvertement l'exécutif, estimant avoir « frôlé la catastrophe » et disant « s'inquiéter pour la suite de la mobilisation ». A la base, les individus commencent à douter de la légitimité de leurs actes et à avoir peur pour leur vie. Certains ont ainsi commencé à sortir de leur « devoir de réserve » et déclarent qu'ils « ne vont pas servir de dernier bastion quitte à laisser leur peau. » Pour les syndicats de police, « les saluts, les remerciements, les félicitations rhétoriques et théoriques [du pouvoir] ne suffisent plus » et « les forces de l'ordre ne pourront pas à elles-seules, régler la problématique de mouvements radicalisés ».<sup>3</sup>

« Les flics ne vont pas rester le dernier rempart face à l'insurrection. On n'en peut plus, nous non plus. On en prend plein la gueule en permanence alors maintenant, je sors de mon devoir de réserve, c'est très clair, je demande, j'en appelle au président de la République de prendre ses responsabilités, parce que les flics ne vont pas servir de dernier bastion quitte à laisser leur peau par terre. Ça, il en est hors de question. (...) Là, maintenant, on est rentrés dans une phase d'ultra-radicalisation, on est aujourd'hui à deux doigts de l'insurrection si nous ne sommes pas déjà en insurrection. On ne sait pas si on va s'en sortir [ce soir], moi je vous le dis très clairement, on ne sait pas si on va s'en sortir ».<sup>4</sup>

Il nous importe ici d'ouvrir une parenthèse en ce qui concerne l'existence de gens fortunés, sinon pour le moins aisés, qui ne sont pas complètement déconnectés des réalités quotidiennes des masses populaires, en dépit de leur appartenance aux classes sociales privilégiées.

Parmi les soutiens de personnalités qu'a reçu le mouvement des gilets jaunes, figure par exemple Brigitte Bardot qui montre peu d'empathie pour un Macron qu'elle juge comme complètement « coupé du peuple » et qui « se comporte comme un maître sans empathie, extrêmement lointain, supérieur, avec un côté royal » :

« Je suis avec [les gilets jaunes]. Macron n'a pas accordé la baisse des taxes prévue en janvier. Vous avez d'un côté des Ministres avec chauffeur, de l'autre, des gens qui ont trois francs six sous pour finir le

mois. Je vais finir par devenir communiste... Non quand même pas (sourire). Mais Macron tue les petites gens. Ça me fait mal au cœur. Je lui souhaite... une bonne jaunisse. »<sup>5</sup>

Mais la palme des soutiens aussi inattendus qu'éclairés revient sans conteste à l'actrice américaine Pamela Anderson pour laquelle la violence naît de « la montée des tensions entre l'élite des métropoles et la pauvreté des zones rurales, entre les politiques que représente Macron et les 99 % qui en ont marre des inégalités ». Pour elle, cette situation n'est en outre « pas seulement française » : elle se reproduit « partout dans le monde » et « la vraie question n'est pas de savoir si la désobéissance peut être constructive, mais ce qui viendra le jour d'après ». Elle se prend ainsi à rêver de voir « en France, et partout dans le monde, utiliser cette énergie de façon à ce qu'au lieu de la violence, nous ayons des images de construction de sociétés équitables et égalitaires ? »

« Je déteste la violence... mais qu'est-ce que la violence de tous ces gens et ces voitures luxueuses brûlées comparées à la violence structurelle des élites françaises et mondiales ? »<sup>6</sup>

Dans cette crise des gilets jaunes, c'est aujourd'hui la presse bourgeoise dans sa quasi-totalité qui rappelle à l'ordre son poulain et le somme de faire machine arrière, lui reprochant jusqu'à son « **autisme jupitérien** ». Il faut dire que les analystes bourgeois intelligents ont bien senti que planait un dangereux vent de révolte sur le pays, et que la réponse à y apporter ne devait pas être sécuritaire mais politique, et qu'à défaut on risquait de s'engager dans un engrenage aussi dangereux qu'incontrôlable avec à la clef le « **risque de déclencher vraiment une "guerre civile"** » :

« En frappant aveuglément le pouvoir d'achat des plus pauvres sans leur apporter un accompagnement social suffisant alors qu'ils n'ont pas d'alternative à la voiture, Emmanuel Macron a transformé la colère populaire en rage. La solution est pourtant simple : pour faire rentrer chez eux les gilets jaunes, le chef de l'Etat doit suspendre la hausse des taxes sur les carburants et profiter du vaste débat qui parcourt le pays pour construire un nouveau pacte fiscal et social. (...) On ne peut pas gouverner contre le peuple. Quand on est face à une situation comme celle-là, jouer la carte de l'ordre et parler d'état d'urgence n'est pas une solution. (...) ce n'est pas en appelant l'armée au secours du maintien de l'ordre que les gens vont se calmer. Au contraire, tout indique que sur le terrain, le mouvement se radicalise de plus en plus et que l'on va entrer dans un durcissement des blocages. (...) Il est encore temps d'en finir avec ce délire qui excite les nostalgiques de la révolution et les extrêmes de tous bords. Emmanuel Macron a parfois mis en avant que l'époque a un parfum d'années trente. Et de fait, entre les "enragés" se référant à la guillotine et les messages sur les réseaux sociaux évoquant le 6 février 1934, il est irresponsable de persister dans un scénario autoréalisateur... ».<sup>7</sup>

Les observateurs bourgeois étrangers ne s'y trompent également pas, comme le journal américain *Time* qui décrit « une atmosphère de guerre civile ». De même pour le journal italien *Repubblica* qui ajoute :

« Les colonnes de fumée spectaculaires au centre de Paris, autour de l'Arc de triomphe, effacé pendant des heures par un épais brouillard, les feux de joie des voitures dans les boulevards, les vitres brisées et les magasins pillés dans la capitale, mais aussi dans certaines villes de province, font penser à une jacquerie, à une de ces révoltes paysannes qui, au cours des siècles, ont investi le pays. »

Enfin, la presse canadienne – *The Globe and Mail* –, va jusqu'à replacer cette crise dans le contexte mondial :

« Il existe un parallèle entre ce qui se passe en France et dans presque tous les pays développés, y compris le Canada, alors que de confortables élites urbaines cherchent à imposer leur programme de lutte contre le changement climatique à une population plus large qui peine à payer ses factures ».<sup>8</sup>

Cette fracture croissante entre le peuple et "ses" élites, nous, communistes révolutionnaires, la dénonçons sans discontinuer depuis toujours. Mais elle saute aujourd'hui aux yeux de tous, comme quand au lendemain des émeutes de Paris, la députée LREM Elise Fajgeles (ex-PS de 1990 à 2017), la suppléante du porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux, a dû reconnaître, devant deux gilets jaunes invités sur le plateau TV de Morandini, « ne pas connaître le montant du Smic, dont l'augmentation constitue pourtant l'une des principales revendications des gilets jaunes », provoquant la colère de ces derniers :

« Vous vous rendez compte, et après vous me dites que vous êtes représentative du peuple ». <sup>9</sup>

Pour l'ensemble de la caste politique – ainsi que de la caste médiatique qui s'est elle aussi profondément compromise de par sa gestion très orientée de l'information –, la crise des gilets jaunes constitue un gros avertissement, et c'est pourquoi la condamnation de la stratégie anti-gilets-jaunes mise en œuvre par l'équipe Macron est aujourd'hui aussi largement partagée en son sein. Même Laurent Wauquiez, chef de file LR qui s'est montré critique à l'égard de gestion de crise, peine à être « audible » auprès des gilets jaunes. <sup>10</sup> L'essentiel, ce que pressentent intuitivement les masses populaires, est donc que cette condamnation tardive n'intervient que parce que ces gens craignent d'être touchés par ricochet, et que ce soit ainsi au final l'ensemble de la caste politique qui soit éclaboussée par la haine populaire. Le risque est aujourd'hui grand que l'attelage gouvernemental au pouvoir, par son entêtement aveugle, ne compromette ainsi toute la caste politique. Iront-ils pour autant jusqu'à couper la tête de leur poulain avant la fin de son mandat ? Cela dépendra de difficultés qu'ils rencontreront en tentant d'éteindre l'incendie...

Le point d'orgue de la banqueroute de l'équipe dirigeante au pouvoir a sans aucun doute été le débat télévisé du dimanche 2 décembre sur France 2 au cours duquel, Gabriel Attal (ex- PS de 2006 à 2016), le représentant de LREM, n'a pu émerger à aucun moment, pris entre le feu croisé de deux gilets jaunes n'ayant pas la langue dans leur poche, de l'économiste réformiste Thomas Piketty, et de... Jean-Luc Mélenchon, vieux roublard bien conscient que les revendications formulées par les gilets jaunes coïncident dans une large mesure avec ses rêves d'une VI<sup>ème</sup> République...

Sur ce plateau, Laetitia Dewalle, porte-parole des gilets jaunes du Val d'Oise a justement insisté sur le fait que l'attitude intransigeante de l'équipe gouvernementale en place avait amené les revendications du mouvement des gilets jaunes à s'élargir et à s'approfondir, avant d'ajouter que les « institutions » dites représentatives « ne fonctionnaient plus » :

« [Les personnes qui souffrent], ce qu'elles veulent, c'est reprendre le pouvoir, ce qu'elles veulent, c'est que le peuple soit souverain en France. (...) [Non, le peuple n'est pas souverain] : quand on a 60 % de personnes qui ne se déplacent pas aux urnes pour des présidentielles, je suis désolé, le peuple est souverain, il a dit non à 60 % à aucun des deux partis. Mettons en place un quorum, faisons comme dans les associations, si on n'atteint pas les 60 % de [participation], dans ce cas là, l'élection est nulle et non avenue. Nous n'écoutons pas les bulletins blancs, nous n'écoutons pas les bulletins nuls, et pourtant c'est eux la majorité, c'est eux la majorité, et ceux qui se sont déplacés ont voté entre la peste et le choléra. (...) M<sup>r</sup> Macron n'a pas mis en place le programme sur lequel il a été élu. (...) Redonnons le pouvoir au peuple, changeons tout ça. Tout ça, ça ne fonctionne plus, la constitution aujourd'hui ça ne fonctionne plus, des députés qui votent pour leur propre augmentation, ça ne fonctionne pas (...) On nous aurait répondu au moment où tout a été instigué, à mi-octobre, on aurait eu des réponses, on n'aurait pas été jusque-là. Mais effectivement, le mouvement a pris de l'ampleur, les revendications se sont élargies et le côté vindicatif, pas dans la violence, vindicatif par conviction, et bien il est de plus en plus présent, et on en arrive à un ras le bol de ce gouvernement où nous avons un président qui a des occupations à l'extérieur, dans d'autres pays, alors que la France est en souffrance en ce moment, que le week-end nous sommes dehors à manifester, à nous faire gazer à longueur de temps, on n'y est pas par le plaisir, et à côté de ça, on a un président qui a des obligations étrangères, il n'est même pas présent pour nous (...). Et plus ça dure, plus ça prend de l'ampleur, et plus les revendications sont larges ». <sup>11</sup>

Ainsi donc, comme on le voit, les larges masses exploitées sont de plus en plus amenées à comprendre par leur propre expérience que le pouvoir politique dit "démocratique" ne l'est pas tant que ça, les amenant à une remise en cause croissante des institutions existantes...

Dans l'actuelle crise politique générée par le mouvement des gilets jaunes, la question essentielle est la suivante : le peuple de France se laissera-t-il endormir par les concessions mineures accordées par le pouvoir en ce qui concerne quelques revendications économiques et la tenue d'éventuels "états généraux citoyens" destinés à désamorcer la crise sociale et politique qu'a traversé le pays au cours des dernières semaines, ou bien trouvera-t-il la force et la détermination pour un nouveau "serment du jeu de paumes", prélude à un séisme politique et social beaucoup plus profond, lui-même préalable nécessaire d'une révolution économique et sociale majeure ? La question n'est visiblement

pas encore tranchée car la colère populaire n'est pas encore retombée, alors même que les gilets jaunes les plus réformistes jugent que « les mesures annoncées par Édouard Philippe » sont « parfaitement insatisfaisantes » et doutent donc « que le mouvement en reste là ».<sup>12</sup>

Une chose est certaine : même si la classe politique et les médias bourgeois parviennent à apaiser et à détourner ponctuellement la colère populaire, c'est-à-dire à éteindre ponctuellement l'incendie, il y aura un avant et un après "gilets jaunes", car des millions d'exploités ont brutalement fait irruption dans la vie politique et cherché à se constituer en contre-pouvoir face à un gouvernement qui leur était étranger, face à ces élus grassement payés qui votent eux-mêmes leurs propres augmentations et sur lesquels il n'ont aucun contrôle en cours de mandat. C'est un précédent dangereux pour l'ordre bourgeois qui a senti très clairement que la situation a bien failli lui échapper. Et s'il était déjà trop tard ? Et si la haine générée avait déjà atteint le point de non retour ?

Macron méprise ouvertement le peuple : « ceux qui ne sont rien » comme il les appelle (c'est-à-dire ceux qui sont exploités et gagnent tout juste de quoi survivre), par opposition à « ceux qui réussissent » (c'est-à-dire ceux qui ont suffisamment d'argent pour investir). Aujourd'hui, les masses populaires exploitées en voie de paupérisation le lui rendent bien et ce n'est qu'un juste retour des choses qu'elles lui témoignent – à lui ainsi qu'à toute la caste politique institutionnelle dont il est le produit et le représentant en chef –, un mépris de classe comparable. Il y a quelque chose de sain dans la haine du peuple contre les vieux fantômes politiques au pouvoir, remarquait déjà Karl Marx.

Aux "élus de la République" scandalisés par la violence que le peuple oppose ponctuellement à la violence économique et sociale permanente provoquée par les lois anti-populaires qui sont votées chaque jour dans les parlements bourgeois, il faut rétorquer ceci :

« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».<sup>13</sup>

Aujourd'hui, le peuple commence à comprendre par sa propre expérience, toujours pour reprendre les termes si justes de Marx, que ce « gouvernement qui vit de la conservation de toutes les vilenies, n'est lui-même que la vilenie au gouvernement » et que rien de bon n'émergera pour lui tant qu'il n'aura pas pris en mains sa propre destinée, aussi longtemps qu'il n'aura pas fait table rase de "ses" intermédiaires politiques, bonimenteurs et manipulateurs professionnels obéissant aux injonctions du Capital et de ses lobbys, ripoux-blicains de toutes sortes aimant à se parer de l'habit "démocratique".

Comme le dit la chanson, **nous ne sommes RIEN, soyons TOUT !**

*Vincent Gouysse, pour l'OCF, le 05/12/2018*

**Notes** : <sup>1</sup> "Gilets jaunes" : Pour l'une des figures du mouvement, Benjamin Cauchy, "nous sommes à deux doigts d'une insurrection", *francetvinfo.fr*, 02/12/2018 • <sup>2</sup> Mobilisation des "gilets jaunes" : "C'est une situation qui est démocratiquement dangereuse", *francetvinfo.fr*, 30/11/2018 • <sup>3</sup> "On ne va pas tenir encore très longtemps" : pourquoi les policiers interpellent Emmanuel Macron sur les "gilets jaunes", *francetvinfo.fr*, 03/12/2018 • <sup>4</sup> "On n'en peut plus", on "en prend plein la gueule" : la colère d'un policier après les manifestations des "gilets jaunes", *francetvinfo.fr*, 02/12/2018 • <sup>5</sup> Brigitte Bardot, déchaînée contre Emmanuel et Brigitte Macron - Elle cause plus... Elle flingue, *Gala*, 02/12/2018 • <sup>6</sup> Pamela Anderson aussi soutient les gilets jaunes, *L'Express.fr*, 03/12/2018 • <sup>7</sup> Emmanuel Macron, la sortie de crise est pourtant simple !, *La Tribune.fr*, 02/12/2018 • <sup>8</sup> "Cauchemar jaune", "atmosphère de guerre civile"... Comment le mouvement des "gilets jaunes" est vu à l'étranger, *francetvinfo.fr*, 04/12/2018 • <sup>9</sup> Vidéo : Face à des "gilets jaunes", une députée LREM avoue ne pas connaître le montant du SMIC, *cnews.fr*, 03/12/2018 • <sup>10</sup> Gilets jaunes : pourquoi Les Républicains sont inaudibles, *Le Point.fr*, 04/12/2018 • <sup>11</sup> Édition spéciale Gilets jaunes, la France en crise, *France 2*, 02/12/2018 à 20H40 • <sup>12</sup> Les annonces du gouvernement n'apaisent pas la colère des "gilets jaunes", *Le Figaro.fr*, 04/12/2018 • <sup>13</sup> Article n° 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.